

DES FORCES DE PROJECTION CIBLÉE

Disposer de troupes sur place



Le Pentagone procède à un vaste redéploiement de ses installations militaires dans le monde. A l'issue de nombreuses fermetures et créations de bases, les troupes U.S. accroîtront leur rapidité de projection sur les théâtres d'opération les plus sensibles. L'analyse des emplacements retenus, à laquelle se livre pour nous le colonel Daniel Smith (c.r.) de l'U.S. Army, montre que ces théâtres sont les zones de production et de transport pétrolier. Les forces états-uniennes se voient assigner prioritairement la mission de sécuriser l'approvisionnement énergétique de l'économie américaine.

page 2

Procès de Saddam Hussein : Tous coupables !

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Le colonel Michael A. Newton se réjouit de l'instauration de nouveaux tribunaux en Irak, mais condamne tous ces pays et organisations qui refusent de les aider. Ce serait donc la faute des autres, si les États-Unis ne parviennent pas à trouver plus de preuve des crimes de masses imputés à Saddam Hussein que de ses armes de destruction massive. Vous avez dit « propagande » ?

page 15

REPÈRE : 26 NOVEMBRE 1902 Patronat de droit divin

En 1902, dans les mines de charbon de Pennsylvanie, les conditions de travail sont particulièrement dures : bas salaires, insécurité et interdiction de s'organiser. Quand éclate la grève, le public sympathise avec les mineurs. La grève s'éternise pendant près d'un an, forçant la fermeture d'écoles et de bâtiments publics non chauffés. Mais le magnat George F. Baer, représentant du patronat minier, ne veut rien entendre. Pour lui et ses pairs, s'opposer à leur pouvoir, c'est s'opposer à Dieu. Le 26 novembre, Baer publie un article expliquant que « *les droits et intérêts du travailleurs doivent être placés entre les mains non pas d'agitateurs ouvriers, mais entre celles d'homme chrétiens, à qui Dieu, dans son immense sagesse, a confié la gestion de la propriété privée de ce pays. S'opposer à eux, les vilipender, c'est s'opposer à Dieu, c'est être l'ennemi de Dieu* ». Baer est applaudi par les industriels à travers le monde, tandis que les syndicats mobilisent. En mars 1903, sur pression du gouvernement Roosevelt, un accord est finalement conclu, obtenant une hausse de salaire, une meilleure sécurité... mais toujours pas la levée de l'interdiction syndicale. ■

Boutros Boutros-Ghali : « Les interventions américaines au Kosovo et en Irak étaient illégales »



Boutros Boutros-Ghali, ancien secrétaire général de l'ONU et de l'Organisation internationale de la francophonie déplore que l'on n'ait pas procédé à une réforme complète des Nations unies à la fin de la Guerre froide et constate qu'aujourd'hui la situation ne s'y prête plus. Il note que ce sont les interventions au Kosovo et en Irak, sans l'aval du Conseil de sécurité, qui ont affaibli la crédibilité de l'ONU et qu'il faudra bien revenir au multilatéralisme. Il observe que les pressions exercées contre le programme nucléaire iranien relèvent une fois de plus du principe du « deux poids, deux mesures ».

page 23

Des forces de projection ciblée

Disposer de troupes sur place

Le Pentagone procède à un vaste redéploiement de ses installations militaires dans le monde. A l'issue de nombreuses fermetures et créations de bases, les troupes U.S. accroîtront leur rapidité de projection sur les théâtres d'opération les plus sensibles. L'analyse des emplacements retenus, à laquelle se livre pour nous le colonel Daniel Smith (c.r.) de l'U.S. Army, montre que ces théâtres sont les zones de production et de transport pétrolier. Les forces états-uniennes se voient assigner prioritairement la mission de sécuriser l'approvisionnement énergétique de l'économie américaine.



Les États-Unis possèdent plus de 730 installations militaires dans le monde, réparties dans plus de 50 pays (Source : *Peace Pledge Union Information 2003*)

Une page de l'histoire s'est écrite le 2 avril 2004 quand les anciennes républiques soviétiques d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie ont formellement rejoint l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). À la plus grande consternation de Moscou, presque immédiatement quatre avions de chasse belges étaient positionnés en Lituanie, à partir d'où ils patrouilleront l'espace aérien des nouveaux membres.

Les responsables de l'OTAN ont insisté sur le fait que ce déploiement ne préfigurait pas de nouvelles bases, ni de présence permanente de troupes aux frontières de la Russie. Mais les inquiétudes du Kremlin n'ont pas été apaisées

lorsque l'Ukraine, située entre des pays de l'OTAN et le rivage russe de la mer Noire, a permis aux forces de l'OTAN de transiter par son territoire. Reste à savoir « vers où » ? Compte-tenu de la géographie, la réponse est manifestement : « vers les pays du Sud-Caucase et de l'Asie centrale » - à la frontière de la Russie.

Quelques jours plus tôt et à l'autre bout du monde, le 31 mars, l'U.S. Navy faisait elle-aussi l'histoire en mettant un terme à une présence de 60 ans sur la base navale Roosevelt Road à Puerto Rico. Considéré pendant la Seconde Guerre mondiale comme le pivot du Système de Défense du Bassin des Caraïbes, dans ses dernières années la base organisait des exercices navals sur l'île adjacente de Vieques qui ont pris fin en mai 2003.

Ce ne sont là que deux des derniers changements dans le cadre d'une réévaluation par le Pentagone des lieux où les États-Unis souhaitent installer des bases aériennes, navales ainsi que des postes des forces terrestres, des droits d'accès ou de stationnement et des accords de transit. De tels réexamens et repositionnements ne sont pas nouveaux ; depuis 1988, le Pentagone a mené quatre importantes séries de fermetures de bases ou restructurations de ses installations domestiques, et mettra en place une cinquième série en 2005. Les bases à l'étranger n'ont fait l'objet que d'une série de grandes restructurations - après la Guerre du Golfe de 1991 - mais des ajustements plus limités ont été effectués en réponse à la fois aux circonstances politico-militaires (qui ont mis en place la rotation continue d'une brigade de forces terrestres au Koweït dans les années 90 pour dissuader Saddam Hussein) et aux demandes des gouvernements des pays hôtes (consolider les bases de Marines à Okinawa et quitter les installations navales de la Baie de Subic aux Philippines).

Le Pentagone espère que son projet, le Global Posture Review, une fois entièrement mis en place, rendra possible des réponses rapides et adaptées aux contingences qui pourraient survenir en provenance de l'un des « intérêts nationaux vitaux ». Toutefois, deux de ces circonstances sont primordiales : contrer toute nouvelle émergence (et contenir celles qui existent) dans la « guerre globale au terrorisme » (*Global War On Terror*, ou GWOT) - avec l'Afghanistan, l'Irak et la traque de Oussama Ben Laden en corollaires - et des accès fiables aux ressources énergétiques.

Le Rapport sur les structures de base (Base Structure Report) énumère 702 bases qui appartiennent ou sont louées par le Pentagone, avec environ 6 000 installations supplémentaires sur le sol des États-Unis ou de ses possessions. Aussi vaste que puisse paraître ce réseau, le Rapport sur les structures de base s'abstient étrangement d'inclure un quelconque site en Afghanistan, Ouzbékistan, Kirgizistan, Koweït, Qatar et Kosovo. À cela il conviendrait d'ajouter au moins quatorze garnisons en Irak.

Il y a aussi le problème des « informations minimisées ». En Asie, les dix installations du Corps de Marine d'Okinawa, dont la vaste base aérienne de 1200 hectares USMC Futenma, ne sont représentées que par une seule entrée. Le maillage d'installations de collectage de renseignement et autres installations militaires en Grande-Bretagne sont totalement absentes du rapport, possiblement parce qu'elles sont toutes, techniquement, des installations de la Royal Air Force. De plus, si un système de défense antimissile « phase de

décollage » pour contrer les missiles nord-coréens peut être déployé sur des navires croisant dans les eaux internationales de la mer du Japon, une ouverture efficace par un système basé à terre pour contrer les missiles iraniens nécessiterait des sites de lancement au moins en Afghanistan et en Irak (ainsi que possiblement au Turkménistan), selon une étude du Congressional Budget Office achevée en juillet 2004.

Un peu d'histoire

« Destin manifeste » est le raccourci sémantique employé couramment pour qualifier la série de guerres, d'acquisitions et d'accords rompus qui ont alimenté l'expansion continentale vers l'Ouest par les colons européens du Nouveau Monde et leurs descendants du XIXe siècle. Il recouvre aussi une kyrielle de prétextes qui ont mené à l'annexion de Hawaï (7 juillet 1898), déclarée en vertu d'une résolution parlementaire conjointe, de même qu'à la guerre hispano-étasunienne (de mars à août 1898), qui a permis aux États-Unis d'obtenir Puerto Rico, Guam, la cession « permanente » de la Baie de Guantanamo à Cuba et le contrôle politique direct de Cuba jusqu'en 1902, ainsi que des Philippines jusqu'en 1946.

Avec le début du XXe siècle, les prouesses industrielles états-uniennes s'allièrent avec l'appui traditionnel du pays sur la liberté de circulation en mer pour un commerce sans restrictions, ce qui permit l'émergence d'un centre de pouvoir alternatif vis-à-vis de ceux en Europe qui se dirigeaient vers l'effondrement du « Concert européen ». Mais si la guerre, avec ses embargos et ses zones d'exclusion, était néfaste aux intérêts commerciaux états-uniens, une Europe sous un pouvoir unique pouvant réguler l'accès aux échanges continentaux au détriment des États-Unis.

Cette dernière considération a motivé deux politiques états-uniennes interconnectées qui, malgré quelques modifications, restent aujourd'hui pertinentes. La première est tactique : l'acquisition de bases stratégiquement situées ou de droits de stationnement et d'escale pour les navires de guerre états-uniens (et aujourd'hui les avions basés à terre ainsi que les forces terrestres) - « stations d'approvisionnement en charbon » dans le jargon de l'époque. Bien que les groupes de bataille de porte-avions états-uniens incluent des navires de réapprovisionnement très efficaces, le fait de pouvoir compter sur l'accès immédiat à un port pour des urgences, embarquements ou rotation d'équipage est une diplomatie prudente.

La seconde, une politique stratégique, s'oppose à toute tentative d'hégémonie sur le continent eurasién. Par coïncidence, au moment où les États-Unis obtenaient pour la première fois des territoires d'outre-mer, Sir Halford Mackinder proposait (en décembre 1904) ce qui s'est illustré comme la « théorie du cœur continental » (*Heartland theory*) :

*Qui gouverne l'Europe de l'Est domine le heartland ;
qui gouverne le heartland domine l'île-monde (Eurasie et Afrique) ;
qui gouverne l'île-monde domine le monde.*

Si la formule de Mackinder ne faisait probablement que donner une tonalité

pédante à un impératif politique déjà défini (ce qui n'est même pas certain), le problème de l'accès continu aux marchés européens influença la décision des États-Unis de s'opposer à l'Allemagne impériale. La même logique se retrouve dans le soutien apporté par Franklin Roosevelt au Royaume-Uni (par exemple au travers du *Lend-Lease*) pendant la période allant de l'invasion nazie de la Pologne (1er septembre 1939) à Pearl Harbor (7 décembre 1941). D'une certaine façon, la Seconde Guerre mondiale se « métamorphosa » alors en Guerre froide, l'Union Soviétique communiste et la République populaire de Chine remplaçant l'Allemagne fasciste - au moins jusqu'à la rupture sino-soviétique en 1959.

Pendant que l'effondrement de l'Empire soviétique en 1989 et celui de l'URSS elle-même en 1991 mettaient un terme à la compétition idéologique Est-Ouest pour l'Europe, l'Europe elle-même avait tranquillement créé sa propre identité collective - l'Union européenne. Ironiquement, au travers de l'Organisation Mondiale du Commerce, les États-Unis rencontrent une opposition à certaines de leurs politiques commerciales, tarifaires et fiscales qui, sans le faire physiquement, menacent psychologiquement et économiquement de fermer l'accès au cœur continental aux affaires et échanges états-uniens.

Une dépendance énergétique croissante

Avec la fin de la Seconde Guerre Mondiale, l'opposition des États-Unis à une Europe hégémonique fut étendue à une autre région. En février 1945, le président Franklin D. Roosevelt rencontrait le dirigeant du Royaume moderne d'Arabie Saoudite. Anticipant le fait que le pétrole deviendrait de plus en plus vital pour les États-Unis dans pratiquement tous les secteurs, Roosevelt conclut un marché : le garantie d'accès au pétrole saoudien en retour de la protection des États-Unis. En 1991, après avoir été informé par les renseignements états-uniens de l'invasion du Koweït par Saddam Hussein et le déploiement de troupes irakiennes le long des zones frontalières, les Saoudiens en appelèrent aux États-Unis pour qu'ils honorent la promesse de Roosevelt en 1945.

Liste partielle des bases d'opération avancée existantes ou en projet et bases de coopération militaires

Afrique

Dakar, Sénégal	US Air Force
Entebbe, Ouganda	US Air Force
Djibouti	USMC et forces sp
Sao Tome et Principe	Installations navales
Maroc	Entraînement
Tunisie	Entraînement
Cameroun	Entraînement
Mauritanie	Entraînement
Niger	Entraînement
Tchad	Entraînement

Europe / Méditerranée Est

Bulgarie	Aérodrome Sarefovo
----------	--------------------

	Aérodrome Graf Ignatievo
Roumanie	Base aérienne Mihail Kogalniceanu
	Base d'entraînement de Babadag
	Installations navales de Mangalia
Chypre	US Air Force
Bosnie	Camp Bondsteel

Proche-orient et Golfe Persique

Bahrein	Base Naval Juffar, quartier général de la 5ème flotte
Oman	Base aérienne al Musnanab
Qatar	Camp al Sayliyah
	Quartier général avancé du CENTCOM
	Base aérienne Al Udeid
Koweït	Camp Doha
	Base aérienne Ahmed Al Jabar
Irak (17 camps opérationnels)	Camp Dogwood (occupé par les troupes du Royaume Uni)
	Camp Ramadi (US Army et Marine)
	Camp Liberty
	Camp Honor
	Camp Justice
	Camp Solidarity
	Camp Freedom
	Camp Independance
	Lieu ? : Site du bouclier antimissiles US
Yemen	Installations navales Aden

Asie du Sud-Ouest

Afghanistan	Kandahar
	Shindand
	Lieu ? : Site du bouclier antimissiles US
Pakistan	Base aérienne Dalbandin : logistique
	Base aérienne Jacobabad : logistique
	Base aérienne Khwest : logistique
	Pasni

Asie centrale

Kighizistan	Base aérienne de Manas
Turkmenistan	Lieu ? : Site du bouclier antimissiles US
Ouzbekistan	Karshi Khanabad

Asie de l'Est et du Sud-Est

Hong-Kong

Diego Garcia Base aérienne

Australie (34 installations) Pine Gap : communications / radar

Nummungar : radar

Northwest Cape : communications

Accès à la base aérienne de Delamere

Accès à la base d'entraînement de Bradshaw

Accès à la zone d'entraînement de Shoalwater Bay

Singapour Quai pour porte-avion à Changi

Transit et ravitaillement à la base aérienne de Paya Lebar

Corée du Sud Centre mobile de contrôle de drones.

Amérique du Sud et centrale et Atlantique Sud

Équateur Base aérienne de Manta : transit ravitaillement et unités anti-drogue

Aruba : transit et ravitaillement

Curaçao : : transit et ravitaillement

El Salvador Ile Ascension : communications / radar

*Sources :**New York Times 22 septembre 2004**Rapport CBO « Alternatives To Present Army Basing », mai 2004**Rapport CBO « Alternatives for Boost-Phase Missile Defense », juillet 2004*

La guerre de 1991 n'était pas la première fois que l'« or noir » était le catalyste de la guerre. Les besoins d'Hitler en pétrole pour la machine de guerre et l'industrie allemandes étaient en toile de fond lors de son assaut de l'Union soviétique, et les actions de Roosevelt visant à couper l'accès du Japon au pétrole avaient contribué à la décision de Tokyo d'attaquer les États-Unis. Aujourd'hui, selon la « doctrine Bush », le pétrole est devenu le catalyste pour la guerre préventive.

La raison pour laquelle il en est ainsi est évidente au vu des vastes quantités de pétrole que consomme l'économie états-unienne - 26 % de la consommation globale par 5 % de la population du globe. Quatorze de ses quinze principales sources de pétrole brut durant les deux premiers mois de l'année 2004 étaient des pays avec un accès direct au territoire états-unien (Canada et Mexique) ou un accès aux océans pour le transport direct. (Le quinzième, le Tchad, coincé dans les terres, dont la production pétrolière a démarré fin 2003, exporte son pétrole par le Cameroun). Le maintien de cet accès immédiat garde les prix bas sans restreindre sérieusement la mentalité « *easy rider* » largement répandue dans une portion significative de la population.

Le plan états-unien évolutif de bases militaires

Avant d'aller plus loin, il pourrait être utile d'expliquer la récente terminologie du Pentagone en ce qui concerne les bases à l'étranger et de décrire les actions actuelles liées à l'installation de bases.

Dans un briefing de fond conjoint des départements d'État et de la Défense sur la *Global Posture Review*, les officiers de briefing notèrent que 202 des 230 principales bases U.S. dans le monde sont aux États-Unis ou dans ses possessions. Mais ils signalèrent également que l'armée états-unienne est présente dans 5458 « installations militaires distinctes et discrètes de par le monde ». Celles-ci se divisent en trois principales catégories :

- ▶ principales bases d'opérations (*main operating bases*, MOB) avec des forces stationnées en permanence avec leur famille. Les bases actuelles en Allemagne entrent dans cette catégorie. Mais lorsque la nouvelle brigade moyenne remplacera les quatre brigades lourdes actuellement présentes en Allemagne, elle sera probablement stationnée au vaste complexe d'entraînement Grafenwoehr/Vilseck/Hohenfels - une « base d'opération rapide » (voir ci-dessous). Parallèlement, les bases aériennes de Ramstein et Spangdahlem (qui abrite deux escouades de chasseurs F-16) resteront des MOBs. L'Italie accueillera d'autres MOBs telles que la 173^{ème} brigade aéroportée de Vicenza, les quartiers généraux de l'U.S. Navy en Europe à Naples, deux escouades de F-16 à Aviano ;
- ▶ des sites d'opérations avancées (*forward operating locations*, FOL) avec des installations « chaudes » comprenant des équipements pré-déployés ainsi qu'un petit groupe de soutien militaire, mais sans familles ;
- ▶ des sites de sécurité coopérative (*cooperative security locations*, CSL) pourvus d'installations rudimentaires uniquement occupées pour des entraînements, exercices et autres « interactions » militaires. Par exemple des locaux en Thaïlande pour pour des exercices conjoints *Cobra gold* avec les Thaïs et d'autres partenaires régionaux.

Environ un mois après le briefing conjoint des départements (23 septembre 2004), le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld décrivit pour le Comité sénatorial des forces armées la stratégie globale derrière le *Global Posture Review* :

« En Asie, nos idées se basent sur notre accès terrestre, aérien et naval actuel pour surmonter de grandes distances, tout en apportant des capacités aériennes et navales supplémentaires dans la région. Nous envisageons de consolider les installations et quartiers généraux au Japon et en Corée, d'établir des postes pour les forces d'opérations spéciales, et de créer de multiples avenues d'accès pour les opérations de contingences.

En Europe, nous prévoyons des forces terrestres plus légères et déployables ainsi que des forces d'opérations spéciales renforcées - le tout positionné pour être déployé plus rapidement vers d'autres régions si nécessaire - et des installations d'entraînement avancées.

Au Moyen-Orient au sens large, nous proposons de maintenir ce que nous appelons des installations "chaudes" pour les forces en rotation et les tâches contingentes, en s'appuyant sur la coopération et l'accès accordé par les nations hôtes lors des opérations Enduring Freedom et Iraqi Freedom.

En Afrique et dans l'hémisphère Ouest, nous prévoyons un maillage diversifié de sites de sécurité coopérative pour un accès contingent. »

Actuellement, une commission sur le déploiement d'outre-mer mandatée par le Congrès réunit les éléments à partir desquels elle formulera des recommandations qui délimiteront le projet du Pentagone à l'étranger. Le rapport final de la Commission est attendu pour le 15 août 2005. Ce travail complètera celui du comité Base Realignment and Closure (BRAC) qui commencera à se réunir en 2005 pour passer en revue les installations militaires domestiques et les fermetures recommandées, les réajustements et consolidations.

La sécurité énergétique et la présence militaire états-unienne

À première vue, la superposition des sites de bases militaires ou de pays alliés et des quinze principaux pays exportant du pétrole vers les États-Unis présente une divergence significative.

En excluant les alliés de l'OTAN que sont le Canada, la Norvège et le Royaume-Uni, seuls trois des 12 principaux fournisseurs actuels restants ont passé des accords de stationnement de troupes avec les États-Unis : l'Arabie Saoudite, le Koweït et l'Équateur, et l'un d'entre eux, l'Irak, est actuellement occupé par des unités militaires états-uniennes.

Sources principales ou potentielle de pétrole pour les US	Route de transit de pétrole effective ou potentielle vers l'Atlantique ou le Pacifique	Accès, transit ou présence militaire US effective ou potentielle	
		Dans le pays	Dans un pays adjacent
Canada	N/A	X	-
Arabie Saoudite	Golfe Persique ; Mer Rouge	X (occupé)	Koweït, Irak, Bahrein
Irak	Golfe Persique ; Syrie ; Turquie	X	Koweït, Turquie
Koweït	Golfe Persique	-	Arabie Saoudite, Irak
Iran	Golfe Persique	-	Afghanistan, Irak
Mexique	N/A	-	
Venezuela	Oléoduc vers le canal de Panama	-	Colombie, Aruba, Équateur

Nigeria	N/A	-	Sao Tome et Príncipe
Equateur	N/A	X	-
Russie	Oléoducs vers l'Europe et la Chine	-	Kazakstan, Bulgarie, Roumanie, Azerbaïdjan, Géorgie
Angola	N/A	-	Sao Tome et Príncipe
Algérie	N/A	-	Italie
Gabon	N/A	-	Sao Tome et Príncipe
Guinée Équatoriale	N/A	-	Sao Tome et Príncipe
Tchad	Cameroun	-	-
Sources potentielles significatives			
Kazakstan	Russie (Mer Noire) ; Iran ; Azerbaïdjan-Géorgie-Turquie ; Chine	-	Afghanistan, Ouzbekistan
Turkmenistan	Afghanistan-Pakistan ; Iran	-	-
Azerbaïdjan	Géorgie, Turquie	-	Géorgie
Ouzbekistan	-	X	Afghanistan
Colombie	Vénézuela pour la Chine	X	-

Dans le cadre de la guerre visant à écarter les Taliban du pouvoir en Afghanistan, les États-Unis ont sécurisé des FOLs (sites d'opération avancées) en Ouzbékistan (la base aérienne de Khanabad) et au Kirghizstan (la base aérienne de Manas près de Bishkek) pour environ 1000 ou 1200 militaires. Ces deux bases sont des FOLs toujours actifs. En Afghanistan-même, les États-Unis paraissent certains de garder le contrôle de la base aérienne de Bagram à l'extérieur de Kandahar. De plus, une base aérienne à Shindand, qui se situe à seulement quinze kilomètres de la frontière iranienne, abrite quelques 100 membres de forces spéciales avec un appui hélicoptère. Il a été rapporté que les Iraniens soupçonnent une possible transformation de Shindand en une base d'interception ou une base avancée pour une future attaque états-unienne.

Cela dit, la situation est différente lorsque les pays n'appartenant pas à l'OTAN et qui (1) sont les principales sources ou sources potentielles de pétrole pour le marché états-unien, (2) ont les plus grandes réserves de pétrole, et (3) ont des installations de transit vitales pour acheminer le pétrole sont comparés avec des pays qui ont des accords militaires avec les États-Unis, abritent une présence militaire états-unienne ou ont été identifiés comme possibles hôtes.

D'autres têtes de pont importantes dans le Golfe persique incluent le Bahrein et le Qatar, qui tous les deux accueillent des installations militaires stratégiques ; les Émirats arabes unis et Oman. En Europe de l'Est, suite à la fin des hostilités majeures en Irak, 150 Marines demeuraient stationnés dans une FOL du port de Constanta sur le rivage roumain de la mer Noire. En revanche, la présence états-unienne sur la base de Incirlik, en Turquie, a été nettement réduite, passant de 3000 à 500 militaires.

Le défi pour maintenir la domination

Les puissances militaires dominantes ont toujours dû s'occuper des pays ne faisant pas partie de leur « empire » - que l'empire soit formel ou informel. Cette règle s'applique toujours au XXI^e siècle en dépit de la prétention états-unienne à un pouvoir et une influence « démesurés ». Par ailleurs un corollaire de cela s'applique toujours également : la tendance « naturelle » de ceux qui sont extérieurs à l'empire est de travailler ensemble pour séparer des morceaux de l'empire ou même saper l'édifice entier de l'empire.

Au commencement du XXI^e siècle, les deux principaux acteurs extérieurs étaient la Russie et la Chine. Ils avaient eu une relation d'amour et de haine pendant le XX^e siècle, une relation qui, après 1959, incluait une série de confrontations militaires le long de leur frontière longue et toujours militarisée. Dans les années 70, Richard Nixon jouait la « carte de la Chine » contre les Soviétiques en établissant des relations diplomatiques avec la Chine et en rétablissant des relations commerciales.

Mais le XXI^e siècle a apporté avec lui un autre défi à la domination U.S. : l'émergence de groupes sub-nationaux enclins à terroriser des populations entières. La réaction initiale de l'administration Bush, suite aux attaques d'Al Qaïda le 11 septembre 2001, semblaient destinée à rallier le monde contre la terreur. Pourtant, en l'espace de 18 mois, l'association de l'ultimatum du président aux autres nations, leur demandant d'être « avec nous ou contre nous », et l'invasion états-unienne de l'Irak a permis à l'unilatéralisme de triompher. Les États-Unis, embourbés en Irak, étaient probablement moins sûrs en conséquence.

Ceux qui se complaisaient dans la « victoire » états-unienne face à l'empire soviétique, et qui sont arrivés au pouvoir en 2001 étaient singulièrement aveuglés par les leçons de la Guerre froide en matière de pouvoir des relations coopératives. Ils semblaient penser que les États-Unis étaient si dominants qu'ils pourraient assurer une sécurité unilatérale - ignorant totalement le principe de base qui veut que chaque action entreprise pour se rapprocher de ce but engendre une ou plusieurs contre-actions. La phase post-combats majeurs de l'aventure irakienne a finalement forcé l'administration à renverser sa tactique en invitant les Nations-Unies à les aider - mais a perdu son soutien ainsi que l'assistance vitale des agences non-gouvernementales en raison du chaos incessant dans de nombreuses parties de l'Irak.

L'unilatéralisme états-unien dans son effort pour contenir et réduire le nombre d'actes terroristes a eu d'autres conséquences négatives. Washington a tenté d'obtenir un soutien en ajoutant à sa liste d'individus et groupes suspects tous

ceux nommés par ses « allies » dans la « guerre au terrorisme ». Par exemple, le 1er avril 2004, l'ambassadeur J. Coffey Black, le coordinateur de la lutte anti-terroriste au Département d'État, s'est présenté devant le sous-comité pour le terrorisme international du Comité des relations internationales de la Chambre des représentants pour témoigner au sujet d'Al Qaïda et la « guerre globale au terrorisme » (GWOT).

Sur Al Qaïda, il a affirmé que l'organisation présente toujours une menace en dépit de la perte de ses bases d'entraînement en Afghanistan et de l'arrestation ou de la mort de 70 % de ses dirigeants officiels et plus de 3 400 « agents ou associés ». Sur la guerre globale au terrorisme, il a isolé six organisations terroristes ou lieux dignes d'être mentionnés : Ansar al-Islam et le réseau al Zaqaoui, tous les deux en Irak, le Groupe salafiste pour la prédication et le combat et le Salafiya Jihadyia, tous deux en Afrique du Nord, Jemaah Islamiya en Asie de l'Est et du Sud-Est et le Mouvement islamique d'Ouzbékistan. Il a aussi fait référence aux « milliers de jihadistes de par le monde qui se sont battus lors des conflits au Kosovo, au Cachemir, en Tchétchénie et ailleurs. »

Certains observateurs pensent que la mention du Mouvement islamique d'Ouzbékistan était un alibi pour l'utilisation de bases dans ce pays. Cependant le paysage « terroriste » d'Asie centrale-Chine de l'Ouest est confus, et c'est le moins qu'on puisse dire. Depuis des années, la Chine a minimisé les fréquents incidents violents dans la région autonome du Xinjiang-Oïgour (XUAR). Mais après le 7 octobre 2001, quand les premières bombes états-uniennes se sont abattues sur l'Afghanistan, Beijing a commencé à les exagérer, les attribuant aux « terrorists » islamistes du Turkestan oriental qui feraient partie du réseau terroriste international et seraient à ce titre une cible légitime de la Coalition menée par les États-Unis.

Au premier abord, Washington a résisté aux pressions de Beijing. Après sa rencontre du 6 décembre 2001 avec les vice-ministres des Affaires étrangères chinois Li Zhaoxing et Wang Yi, Francis Taylor, le coordinateur de la lutte anti-terroriste du Département d'État, déclarait : « *Les problèmes économiques et sociaux auxquels sont confrontés les peuples de Chine occidentale ne sont pas nécessairement des problèmes de terrorisme et devraient être résolus politiquement plutôt que par le recours à des méthodes de contre-terrorisme.* » Néanmoins, l'opposition se transforma en ambivalence jusqu'à ce que finalement le Turkestan oriental soit ajouté à la liste.

Un autre groupe, Hizb-e Tehir (HT) ou Parti de la libération, affirme qu'il compte de nombreux membres en Ouzbékistan, au Tadjikistan et au Kirgizstan. Son agenda inclut l'instauration d'un califat qui unirait le Turkestan de l'Est et de l'Ouest (le XUAR en Chine et les républiques d'Asie centrale, respectivement). Les médias russes les associent au Mouvement islamique d'Ouzbékistan, qui aurait adopté les vues de Hizb-e Tehir.

Un regard vers l'avenir

Comment définir l'avenir à partir de tout cela ? Pour le moins brumeux, jusqu'à ce que Commission de déploiement outre-mer finisse son travail. Mais d'autres examinent des options basées sur des critères définis par le Pentagone.

En mai 2004, le Bureau parlementaire du budget (CBO) publiait une étude qui examinait les bases à l'étranger et des options de redéploiement allant du status quo par des consolidations mineures à un retrait complet de la plupart des forces basées de manière permanente.

L'un des principaux critères pris en compte par le CBO était le « *temps nécessaire pour déployer une brigade lourde de combat de l'armée (BCT) par voie maritime* » jusqu'aux zones de conflits potentiels - l'un des arguments de l'administration pour demander un changement. (Le programme de « transformation » de Donald Rumsfeld prévoit de s'en tenir à une chronologie 10-30-30 : 10 jours pour déplacer les forces jusqu'à n'importe quel endroit du globe, 30 jours pour vaincre un ennemi et 30 jours pour récupérer en vue d'une autre guerre.) CBO s'est particulièrement intéressé au Nigeria, à l'Azerbaïdjan (importantes sources potentielles futures de pétrole), à l'Ouganda et à Djibouti (bases opérationnelles potentielles pour conduire des opérations en Afrique et sur la péninsule Arabique pour contrer l'instabilité et le terrorisme).

CBO a comparé les délais nécessaires pour déplacer un BCT d'hypothétiques FOBs en Bulgarie, en Pologne et en Roumanie avec les bases actuelles dans l'océan indien avec Diego Garcia (équipement sur les bateaux) ainsi qu'en Allemagne. L'Azerbaïdjan est la seule destination qui pourrait être atteinte plus rapidement (six jours) à partir de FOBs - mais seulement de Bulgarie et de Roumanie. Dans tous les cas, les départs de Pologne mettent autant de temps (ou un jour de plus) que d'Allemagne, alors que les départs de Bulgarie et de Roumanie prennent un, trois et six jours de plus que depuis Diego Garcia pour atteindre la Nigeria, Djibouti et l'Ouganda respectivement.

(Changer la configuration du BCT de tank-lourd pour adopter la nouvelle configuration équipée de Stryker permettrait d'économiser encore plus de temps par rapport au temps actuel, mais cette différence est davantage due au fait que les BCT équipés de Strykers peuvent être déplacés par voie aérienne plus efficacement.)

CBO s'est également intéressé au temps nécessaire pour déplacer les unités de service de combat et les unités de soutien de service de combat qui assurent la logistique des BCTs. Le laps de temps depuis l'Allemagne était égal ou plus court que depuis les États-Unis dans tous les cas, mais depuis le Qatar, qui abrite l'équipement d'une division entière, l'Ouganda et Djibouti pouvaient être atteints neuf et sept jours plus rapidement, respectivement, que depuis l'Allemagne.

L'étude du CBO suggère deux conclusions. D'abord, resituer les bases en Europe n'améliore pas le temps de réponse opérationnelle sauf pour la région de la Caspienne. Néanmoins, le Pentagone semble déterminé à poursuivre le retrait des plus importants sites principaux d'opération (MOBs) de troupes à l'extérieur des États-Unis tout en augmentant le nombre de FOLs et CSLs pour améliorer sa « liberté d'action ». Ces deux derniers types de bases sans aucun doute se multiplieront en Afrique sub-saharienne, en Europe de l'Est et en Asie du Sud-Ouest.

Ensuite, malgré les consolidations actuellement en cours en Allemagne (13

installations en cours de fermeture) et en Corée du Sud (18 installations en cours de fermeture), ce qui reste confirmé dans le rapport CBO est la remarque émise par des observateurs extérieurs selon laquelle les futurs sites de bases états-uniennes en Europe, au Moyen Orient, en Asie du Sud-Ouest et en Asie centrale seront liés aux sources de pétrole et aux considérations en termes de transport de pétrole.

Malgré des fermetures et consolidations supplémentaires aux 701 « installations » d'outre-mer (381 pour l'armée, 44 pour la marine, 2 pour les corps navals, 275 pour l'armée de l'air) identifiées par le CBO, les États-Unis continueront à maintenir la structure de bases à l'étranger la plus étendue de tous les pays. Pour le Pentagone, semble-t-il, non seulement « *les sites de déploiement sont le plus important* », mais ils sont aussi « *partout* ».

Daniel Smith

*Colonel (c.r.) de l'U.S. Army. Expert en affaires militaires, contributeur régulier de **Foreign Policy in Focus**.*

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. Voltaire est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. Voltaire est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Procès de Saddam Husseïn : Tous coupables !

Analyse

Le colonel Michael A. Newton se réjouit dans le *New York Times* de l'instauration de nouveaux tribunaux en Irak, et déplore qu'on ne leur fasse pas confiance. Ni l'ONU, ni les ONG n'acceptent de les aider dans leur tâche. Pourtant, on ne voit pas très bien comment des États et organisations démocratiques accepteraient de soutenir des tribunaux dont les magistrats sont nommés par les forces d'occupation. Quant au refus des uns et des autres de transmettre les preuves qu'ils détiendraient de la culpabilité de Saddam Hussein, il ne s'agit que d'une pitoyable excuse, après celle du vol de documents, pour justifier des accusations portées contre Saddam Hussein. Il apparaît aujourd'hui que, pour vendre la guerre, on lui a fait endosser un costume bien trop grand pour lui. La réalité des massacres de masse dont il a été accusé est aujourd'hui aussi douteuse que celle des armes de destruction massive au point que ceux-ci ne figurent pas sur l'acte d'inculpation. Le despote cruel qui faisait exécuter ses rivaux et ses proches n'était pas le tyran génocidaire que l'on a décrit. Plutôt que de s'excuser de ces exagérations, les États-Unis se retournent contre leurs partenaires accusés de "cacher" les preuves. Pendant ce temps, le président du tribunal chargé de juger Saddam Hussein, lui-même accusé d'escroqueries, a pris la fuite...

John McLaughlin, le directeur intérimaire démissionnaire de la CIA, s'insurge dans le *Washington Post* contre les rumeurs désobligeantes qui courent sur l'agence. Celle-ci est accusée d'avoir conspiré contre le président Bush et d'avoir organisé des fuites pour lui nuire. Bien sûr, il n'en est rien. De même, il n'y a pas de crise interne. Tout va pour le mieux dans la meilleure des agences. On se demande seulement pourquoi l'auteur et 90 de ses collègues ont pris la porte. Marc Sageman, un ancien expert psychiatre de la CIA, a conduit une étude sur près de 400 cas de jihadistes. Dans le *Jerusalem Post*, il en conclut, que ceux-ci

n'ont pas de profil particulier, mais des parcours similaires dans un milieu extrêmement restreint. Son travail, publié sous forme de livre en début d'année, fait l'objet de nouvelles discussions depuis qu'il a rejoint le très réactionnaire FPRI. La méthodologie choisie induit la réponse trouvée : l'expert a étudié les individus arrêtés par les autorités états-uniennes et non ceux qui ont été reconnus coupables, de sorte que ce qu'il décrit, ce n'est pas le parcours des jihadistes, mais celui du petit milieu islamiste dans lequel les autorités états-uniennes ont multiplié les coups de filet.

À l'occasion du voyage en Libye du président Jacques Chirac, le colonel Mouammar Khadafi a accordé un entretien au *Figaro*. Il s'y exprime sur "l'idéologie du terrorisme", une formulation qui désigne, sans les nommer, les milieux salafistes. Il se montre réticent au processus euro-Méditerranée dit "de Barcelone" et très critique de la présence militaire française en Afrique noire.

Dans l'*International Herald Tribune*, la journaliste Catherine Field note que la France, tenue à l'écart du processus de paix israélo-palestinien, attend son heure. L'habile réception à Paris de Yasser Arafat agonissant a rendu service aux modérés et montré le rôle de médiateur que la France pouvait jouer. Il faudra bien que Washington finisse par en prendre conscience.

Dans le même quotidien, Mustafa Barghouti, leader d'Al Mubadara, souligne que les Palestiniens ne connaîtront jamais la démocratie tant que l'on continuera à penser qu'il faut les encadrer avec un État policier.

Réseau Voltaire

Michael A. Newton

Le lieutenant colonel Michael A. Newton est membre du corps juridique de l'US Army et professeur de droit international à l'Académie militaire de West Point.

« Les nouveaux tribunaux irakiens se trouvent eux-mêmes en procès »

Source : International Herald Tribune

, New York Times

Référence : « Iraq's New Court Finds Itself on Trial », par Michael A. Newton, *New York Times*, 24 novembre 2004.

« Justice abandoned », *International Herald Tribune*, 25 novembre 2004.

La pire forme de l'hypocrisie est celle qui prétend s'appuyer sur des principes. Le dernier exemple émane de l'ONU, de nos alliés européens et des ONG qui refusent de soutenir les efforts irakiens pour juger Saddam Hussein et ses acolytes. L'oppression ba'asiste a causé la mort de 300 000 personnes et la destruction de près de 5 000 villages en Irak. Voilà pourquoi créer un système imposant des punitions en adéquation avec les critères internationaux a été une des priorités du gouvernement irakien. Les statuts du tribunal incorporent la totalité des incriminations internationales et œuvrent à la construction d'un nouveau système juridique en Irak. Il sera, pour la première fois en Irak, libre

de toutes pressions politiques.

Le mois dernier, j'ai passé une semaine à Londres avec les nouveaux juges et ils ont encore beaucoup à apprendre, mais ils sont décidés à s'améliorer.

Malheureusement, leurs demandes d'aide sont restées sans réponses. Les experts du tribunal international sur l'ex-Yougoslavie étaient trop occupés selon **Kofi Annan**. **Amnesty International** affirme que le procès doit respecter les critères internationaux, mais ne fournit pas d'aide. **Human Right Watch** a constitué des dossiers sur les crimes de Saddam Hussein, mais refuse de communiquer les noms de ses témoins au tribunal pour qu'ils puissent venir témoigner au procès.

Ce qui choque des juristes, c'est que certains des pires criminels encourrent la peine de mort comme c'était le cas à Nuremberg et parfois certains gouvernements se réservent ce droit souverain. Autre forme de mépris, l'Europe a refusé son aide pour identifier les corps dans les charniers car elle ne veut pas que ce qui sera trouvé puisse être utilisé dans les procès.

John McLaughlin

John McLaughlin est vice-directeur de la CIA

« La CIA n'est pas une agence " voyou " »

Source : Washington Post

Référence : « The CIA Is No 'Rogue' Agency », par John McLaughlin, *Washington Post*, 24 novembre 2004.

On a beaucoup parlé de la CIA ces derniers temps en commettant beaucoup d'erreurs d'appréciation. Il est temps de faire retomber la pression et de remettre un peu de mesure dans la discussion. _ Commençons d'abord par le mythe selon lequel la CIA ne fonctionnerait plus. Comme toute organisation humaine, la CIA n'est pas parfaite mais on se trompe en affirmant qu'elle ne fonctionne pas. Pendant les six mois du débat sur la réforme du renseignement, elle a collaboré avec des services étrangers et des membres de la communauté du renseignement pour mettre hors course une douzaine de terroristes importants qui préparaient des attentats contre notre pays et ses alliés. Malgré les critiques, l'agence n'a jamais perdu de vue la protection de la patrie et la défense des intérêts états-uniens hors de nos frontières. C'est la même agence qui a obtenu de nombreuses victoires contre les terroristes ou les réseaux de prolifération, comme ceux du Dr. Khan. Nous avons aussi rassemblé des informations sur les programmes nucléaires nord-coréen et iranien. Pour certains, la CIA chercherait à éviter les risques. Allez dire cela aux agents envoyés en Afghanistan peu après le 11 septembre, à nos hommes en Irak et à tous ceux qui, dans des endroits dangereux, se battent pour empêcher les terroristes de disposer de refuges. Nous sommes les troupes sans uniforme des États-Unis. N'oubliez pas avant d'affirmer des choses sur l'agence que vous ne connaissez pas toutes ses activités car souvent elles sont cachées par les brumes du renseignement. _ On affirme que l'agence a organisé des fuites contre **George W. Bush** lors des élections, mais cela ne concerne pas l'agence, seulement les auteurs de ces fuites et personne ne peut affirmer de qui il s'agit.

Nous ne travaillons pas contre le président, nous travaillons sous ses ordres. Il faut revenir à un débat plus serein sur le renseignement.

Marc Sageman

Ancien agent de la CIA en Afghanistan (1987-1989), Marc Sageman est chercheur au Foreign Policy Research Institute (FPRI) et professeur de psychologie au Centre d'étude des conflits ethnopolitiques de l'Université de Pennsylvanie. Il est l'auteur de *Understanding Terror Networks*.

« Le terrorisme organique »

Source : Jerusalem Post

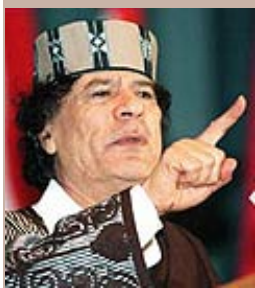
Référence : « Organic terrorism », par Marc Sageman, *Jerusalem Post*, 23 novembre 2004.

Après avoir quitté la CIA, j'étais naïvement heureux d'avoir laissé tout ça derrière moi, mais après le 11 septembre, ce que les gens disaient des auteurs des attentats ne coïncidaient pas avec ma propre expérience. J'ai donc commencé à travailler sur ces gens et comme il n'y avait pas de bases de données sur les auteurs d'attentats, j'ai rassemblé des biographies de terroristes, issues de différentes sources, principalement des compte-rendus d'audience.

Nous savons tous qu'Al Qaïda est un mouvement social islamiste violent rassemblé autour d'une vision commune d'un État salafiste. Al Qaïda en lui-même est un petit mouvement à l'intérieur de ce large mouvement social qu'il contrôle plus ou moins. La part de ce mouvement qui représente une menace pour les États-Unis tire son idéologie des travaux de Saïd Kuttab et de ses héritiers, responsables de l'assassinat de Sadate, en 1981, et arrêtés la même année. Moubarak les a libérés généreusement en 1984, mais ils furent continuellement harcelés par la police égyptienne et ils partirent pour l'Afghanistan où ils participèrent peu aux combats. Ils n'eurent pas de contacts avec les États-Unis. Après la fin de l'occupation soviétique, la plupart de ces hommes retournèrent dans leur pays, sauf ceux qui y étaient recherchés et qui demeurèrent en Afghanistan. Les plus militants d'entre eux se retrouvèrent plus tard à Khartoum dans le Front national islamique d'Hassan al-Turabi. C'est durant cette période que le projet salafiste définit sa stratégie : s'attaquer aux États-Unis en raison de leur soutien aux gouvernements arabes et les chasser de la région pour construire un État salafiste en Égypte et en Arabie saoudite. Peu de temps avant de retourner en Afghanistan, ben Laden lança une fatwa contre les États-Unis. _ Beaucoup pensent que les terroristes sont le fruit de la pauvreté, de familles brisées, de l'ignorance ou sont des faibles d'esprit, mais 90 % des biographies que j'ai pu rassembler montrent au contraire que les terroristes viennent de familles aisées : 63 % ont été à l'université, les trois quarts ont des métiers à responsabilité, peu ont une formation religieuse ou militaire, 73 % sont mariés et une grande majorité ont un ou des enfants. La plupart sont devenus religieux sur le tard (l'âge moyen d'entrée dans le jihad est de 26 ans) et ils n'ont pas rejoint ce mouvement dans leur pays. Ainsi, le modèle dominant est un individu d'un pays A, vivant dans le pays B et s'attaquant au pays C (souvent les États-Unis) alors qu'auparavant tout se déroulait dans le même pays et c'était le gouvernement local qui était visé. La France est le quatrième pays formateur après l'Arabie saoudite, l'Égypte et le Maroc. Il faut noter cependant que 68 % des terroristes ont des amis menant le jihad avant

d'entrer dans ce mouvement et que 20 % ont des liens familiaux. Au final, 88 % connaissent des personnes de ce groupe avant d'y rentrer. Notons également que 60 % des cas que j'ai pu étudier sont passés par 12 mosquées dans le monde. – Cela prouve que ces groupes ne sont pas aussi diffus qu'on l'affirme et qu'il s'agit d'un petit groupe d'individu. Il est difficile de dresser un profil commun, il s'agit plus d'une trajectoire commune et il n'y a pas vraiment de recruteurs, tous sont volontaires. Cela a pour conséquence qu'il n'y a pas tant que ça de terroristes aux États-Unis ou de cellules dormantes. Toutefois, les attentats de Madrid ont montré que ces groupes avaient une structure décentralisée et que la perte des trois quarts des membres originels ne nous a pas mis davantage en sécurité.

Mouammar Kadhafi



Le colonel Mouammar Kadhafi est président de la Libye depuis 1969.

« Que fait l'armée française en Afrique ? »

Source : Le Figaro

Référence : « Que fait l'armée française en Afrique ? », par Mouammar Kadhafi, *Le Figaro*, 23 novembre 2004. Ce texte est adapté d'une interview.

J'ai déjà expliqué cette décision devant le peuple libyen et devant le monde entier pourquoi j'avais abandonné le programme d'armes chimiques et nucléaires libyen : ce programme a commencé il y a longtemps et le monde aujourd'hui a changé. Aujourd'hui, de telles armes ne serviraient à rien à la Libye, nous n'avons pas les bases technologiques nécessaires, nous n'avons pas d'ennemis contre lequel les employer et enfin, notre programme nucléaire a provoqué la crainte chez nos voisins. Donc, la meilleure décision, la décision la plus courageuse, c'était de le démanteler. En échange nous n'avons rien obtenu et nous sommes donc un peu dans l'expectative. Nous espérions avoir des garanties en matière de sécurité ou des aides pour transformer notre matériel militaire en matériel civil. Et ce d'autant plus que, comme nous n'avons rien obtenu, la Corée du Nord et l'Iran ne songe pas à nous imiter et à désarmer. Aujourd'hui, on mène une sorte de course derrière le terrorisme, et parfois une sorte de fuite en avant. Tuer quelqu'un par-ci, en arrêter un autre par-là, écouter des conversations téléphoniques, rechercher des dépôts d'armes, observer les déplacements de personnes grâce à l'électronique, ce n'est pas la meilleure façon de procéder. C'est l'idéologie du terrorisme qu'il faut combattre. L'autre cause du terrorisme, à mon sens, ce sont les politiques occidentales qui sont contre les régimes de libération dans les pays arabes et musulmans. Et cela a suscité une réaction. Par exemple, en Afghanistan, on avait un régime progressiste qui a demandé l'assistance et la protection d'une grande puissance, l'URSS, comme l'Europe avait demandé la protection des États-Unis. Résultat, on a renversé ce régime et les talibans sont arrivés. De même, en Irak, on a renversé le parti Ba'as qui était un rempart contre le terrorisme. Quand on menace la Syrie, que veut-on ? Veut-on que la Syrie devienne comme l'Irak, pour que les terroristes affluent en Syrie de toutes parts ? Le Hezbollah, par exemple, ne peut pas agir à partir de la Syrie pour libérer les hauteurs du Golan.

Parce que le régime syrien ne le permet pas. Si on attaque la Syrie, le résultat sera d'étendre le front du terrorisme. Si les deux causes que je viens de mentionner subsiste Al Qaïda et les terroristes vont gagner la guerre.

L'idéologie de la Libye est radicalement opposée au terrorisme.

Malgré des années de souffrance, **Yasser Arafat** n'a pu trancher entre les différentes solutions. Il a voulu contenter tout le monde et aujourd'hui, il est mort et on ne sait pas si quelqu'un va pouvoir reprendre la direction des Palestiniens et s'il tranchera entre les différentes solutions ou s'il s'engagera radicalement sur une voie. Je pense pour ma part qu'il s'agit d'un trop petit territoire pour deux États et les deux populations veulent les terres occupées par l'autre. Donc l'établissement d'un seul Etat est vraiment la véritable solution. Celui qui considère la Palestine comme la terre de ses ancêtres pourra y vivre, et celui qui la considère comme la terre promise aussi. Cet Etat, on l'appellera "Isratine".

Il y a cinq ans, j'ai lancé le projet de constituer des " États-Unis d'Afrique " et aujourd'hui je suis un peu déçu mais le train a commencé à rouler et rien ne pourra l'arrêter même s'il ne va pas assez vite. Il faudrait mettre en place une armée africaine unique qui remplace toutes ces armées nationales qui sont derrière les conflits, les guerres, les coups d'Etat, les putschs... Personnellement, je n'ai pas encore compris la raison de la présence militaire de la France en Afrique. Qu'est-ce qu'elle veut y faire ? Cela n'a été profitable ni au Tchad, ni en Côte d'Ivoire et cela a une influence négative sur les relations afro-françaises. Concernant le rapprochement de la Libye avec l'Union européenne, nous n'avons pas compris si le processus de Barcelone traitait de coopération économique, de développement, d'environnement, de faire de la Méditerranée un lac de paix, ou bien s'il s'agissait d'un nouveau plan de colonisation pacifique. Les pays européens colonialistes veulent-ils récupérer leurs colonies à travers ce processus de Barcelone ? Ou bien veulent-ils rendre service aux Israéliens, les introduire dans la région sans régler le problème palestinien ? En outre, il y a une confusion entre la partie européenne, asiatique et africaine de la Méditerranée, c'est du charabia. Si l'Europe veut dialoguer avec la partie asiatique, elle peut créer un autre processus de Barcelone, mais consacré aux Asiatiques. Mais ce ne sera pas notre Barcelone à nous. Et que l'Afrique fasse de même. Qu'elle trouve une autre Barcelone pour discuter avec l'Asie. En fait, il serait préférable que l'Union européenne discute directement avec l'Union africaine plutôt qu'avec la partie méditerranéenne de l'Afrique.

Par le passé, rien n'a obscurcis les relations franco-libyenne à part le problème tchadien. Le président **Jacques Chirac** a pris des positions très positives, que nous saluons, sur le problème palestinien, sur la guerre contre l'Irak. Et puisque la France a une sorte d'obligation de présence en Afrique, et puisque la Libye est un pays majeur en Afrique nos deux pays peuvent conjuguer leurs efforts pour aider l'Afrique.

Catherine Field

Catherine Field est journaliste.

« Après Arafat I : Au Moyen-Orient, la France est là et attend »

Source : International Herald Tribune

Référence : « After Arafat I : In the Mideast, France stands and waits », par Catherine Field, *International Herald Tribune*, 24 novembre 2004.

Cela fait plusieurs années que la France ne joue plus aucun rôle dans le conflit israélo-palestinien, mais les déclarations de **Jacques Chirac** après la mort de **Yasser Arafat** montrent que Paris n'est pas décidé à abandonner.

Michel Barnier a présenté l'accueil d'Arafat en France comme un acte humanitaire, mais traiter le leader palestinien avec respect fait aussi partie de la politique de la France dans la région depuis 40 ans. Celle-ci consiste à reconnaître Israël tout en ayant des relations étroites avec les Palestiniens et en soutenant la construction de leur État. La France était un acteur traditionnel dans la région, mais elle a été écartée du processus de paix israélo-palestinien par Israël et les États-Unis car elle était jugée trop pro-arabe.

La France a été le premier pays à reconnaître une ambassade de facto de l'OLP à Paris. Le geste de Chirac à l'égard d'Arafat à la fin de sa vie, en le traitant comme un chef d'État, a été apprécié en France mais, plus important encore, aussi dans le monde arabe. Toutefois, comment Jacques Chirac peut-il s'imposer dans les négociations malgré l'opposition de **George W. Bush** et d'**Ariel Sharon** ? En fait, Chirac se tient prêt au cas où les États-Unis comprendraient qu'ils ne peuvent plus agir seul dans ce conflit et que leurs positions trop pro-israéliennes les obligent à inviter un pays pro-arabe. Déjà, en accueillant Arafat à Paris, Chirac a rendu un service à Israël et aux États-Unis en empêchant un déchaînement de violence s'il était mort à Ramallah. Ce faisant, la France a aussi rendu un service aux modérés de l'OLP.

Mustafa Barghouthi



Mustafa Barghouthi est le dirigeant d'Al Mubadara, un nouveau parti politique palestinien.

« Après Arafat II : la démocratie est une sécurité »

Source : International Herald Tribune

Référence : « After Arafat II : In Palestine, democracy is a security issue », par Mustafa Barghouthi, *International Herald Tribune*, 24 novembre 2004.

La mort de **Yasser Arafat** ouvre une nouvelle ère en Palestine. Depuis 13 ans, le soi-disant processus de paix est dans l'impasse. Cela a fait perdre du temps et des vies. Les économies israéliennes et palestiniennes ont été douloureusement affectées, laissant 60 % des Palestiniens vivre avec moins de deux dollars par

jour.

Le problème du processus de paix, c'est que la vision des deux États est fondée sur la puissance militaire israélienne coopérant avec la police palestinienne, comme si les Palestiniens ne pouvaient être contrôlés que par la force dans un État policier. Au lieu de la démocratie, c'est la corruption qui a été installée par un gouvernement s'appuyant sur les forces de sécurité. Bien que ce postulat de départ ait dramatiquement échoué, il n'a jamais été remis en cause.

Il faut avant tout laisser aux Palestiniens exprimer un choix démocratique. Seul un gouvernement démocratique pourra défendre les intérêts palestiniens car il sera responsable de ses décisions devant la population. La démocratie signifie que les forces de sécurité ne seront plus dirigées par une faction politique ou les chefs d'une faction politique. Certains affirment que la démocratie ouvrirait la voie aux fondamentalistes, mais ce n'est pas ce qu'indiquent les sondages. La grande majorité des Palestiniens soutiendrait une opposition démocratique au Fatah. C'est ce que veut la population jeune et les démocraties occidentales doivent soutenir ce processus.

RENDEZ-VOUS SUR LE **FORUM** DES ABONNÉS

- ★ Pour discuter de ce sujet avec les lecteurs et la rédaction de *Voltaire*.
- ★ Pour apporter des informations complémentaires sur le thème abordé dans cet article.
- ★ Pour ouvrir une discussion sur un aspect particulier de l'actualité internationale.

Discussions sur les enjeux internationaux
www.reseauvoltaire.net/forum.html

Boutros Boutros-Ghali : « Les interventions américaines au Kosovo et en Irak étaient illégales »

Boutros Boutros-Ghali, ancien secrétaire général de l'ONU et de l'Organisation internationale de la francophonie déplore que l'on n'ait pas procédé à une réforme complète des Nations unies à la fin de la Guerre froide et constate qu'aujourd'hui la situation ne s'y prête plus. Il note que ce sont les interventions au Kosovo et en Irak, sans l'aval du Conseil de sécurité, qui ont affaibli la crédibilité de l'ONU et qu'il faudra bien revenir au multilatéralisme. Il observe que les pressions exercées contre le programme nucléaire iranien relèvent une fois de plus du principe du « deux poids, deux mesures ».

M. Boutros Boutros-Ghali, vous êtes ancien secrétaire général de l'ONU et de l'Organisation internationale de la francophonie. Vous êtes, également, juriste et écrivain. Que pensez-vous des projets de refonte de la structure de l'ONU et d'élargissement du Conseil de sécurité ?

Boutros Boutros-Ghali : C'est un sujet qui a été abordé, depuis, bientôt, deux décennies. En 1972, on a créé une commission chargée d'étudier la réforme du Conseil de sécurité, tant concernant sa composition que la façon de voter en son sein. Il y a eu des centaines de projets de réforme. Actuellement, une commission est chargée par le secrétaire général de présenter un rapport avant la fin de l'année. Mon opinion est, et je pense que c'est l'opinion de tous les États sans aucune exception, que les Nations unies ont besoin d'une réforme, extrêmement importante. Les Nations unies ont été créées en 1945 et nous nous retrouverons, bientôt, en l'an 2005. Il faut qu'elles correspondent au XXI^e siècle. Ceci dit, si tout le monde est d'accord sur l'importance de la réforme, il y a un désaccord, extrêmement important sur les modalités de cette réforme. Certains États proposent de donner un siège permanent au Japon et à l'Allemagne. D'autres font remarquer que les pays en voie de développement ne sont pas représentés, suffisamment, et on parle d'une représentation pour l'Amérique latine, pour l'Asie et pour l'Afrique. Encore faut-il se mettre

d'accord : quel État va représenter l'Afrique, quel État l'Amérique latine et quel autre l'Asie ? Pour conclure, je pense qu'il n'a y aura pas de réforme dans les prochains mois, ni même les prochaines années. Ceci ne veut pas dire qu'il ne faut pas se préparer, ni mobiliser l'opinion publique et maintenir cette mobilisation sur l'importance d'une réforme drastique des Nations unies.

Y a-t-il, également, un désaccord au sein du Conseil de sécurité à propos de l'élargissement ?

Boutros Boutros-Ghali : Certainement ! Il y a un désaccord au sein du Conseil dans la mesure où certains États pensent que la seule introduction du Japon et de l'Allemagne est suffisante et d'autres qui pensent qu'il faut ajouter d'autres États. Il y a une proposition indienne. Il y a l'idée d'une représentation de l'Union européenne à la place de la France, de la Grande-Bretagne et éventuellement de l'Allemagne et même de l'Italie. Il existe ainsi des dizaines de projets et cette multitude n'est pas faite pour faciliter une réforme. Je pense qu'on a raté l'occasion. Une réforme aurait dû avoir lieu au lendemain de la Guerre froide. D'habitude, la fin d'un grand événement est l'occasion de mobiliser l'opinion publique et d'obtenir une réforme. Je vous rappelle qu'à la fin de la Première Guerre mondiale, on a créé la Société des Nations et à la fin de la Seconde Guerre mondiale, on a créé les Nations unies, mais à la fin de la Troisième Guerre, qui est la Guerre froide, rien n'a été fait.

Quelle est la position des États-Unis à ce sujet ?

Boutros Boutros-Ghali : Il faut le leur demander. Mais je pense que pour le moment ils ne sont pas encore en faveur d'une réforme de l'ONU.

L'unilatéralisme américain n'a-t-il pas affaibli l'ONU ?

Boutros Boutros-Ghali : Certainement ! L'unilatéralisme américain et l'interventionnisme américaine, d'abord au Kosovo et ensuite, en Irak, sans l'accord du Conseil de sécurité a affaibli la crédibilité de l'ONU.

Certains pays accusent les États-Unis d'instrumentaliser l'ONU quand leurs intérêts l'exigent ?

Boutros Boutros-Ghali : Je pense que ce ne sont pas seulement les États-Unis qui se comportent ainsi. Tous les États utilisent l'ONU pour défendre leurs propres intérêts. Et c'est dans le cadre de leurs activités au sein des Nations unies que les États membres essaient de défendre leurs propres intérêts. Mais les États-unis, étant aujourd'hui la seule superpuissance, détiennent une influence énorme au sein des Nations unies, beaucoup plus grande que tous les autres États.

Comment analysez-vous l'avenir de l'ONU, si l'unilatéralisme américain se poursuit ?

Boutros Boutros-Ghali : Je pense qu'il faut espérer que tôt ou tard, nous revenions au multilatéralisme, que l'opinion américaine se rende compte que, premièrement, ils ne peuvent jouer le policier à l'échelle planétaire ; et que,

deuxièmement, l'opinion publique américaine ne veut pas que leur pays joue ce rôle. Tôt ou tard, il faudra revenir au multilatéralisme.

Comment analysez-vous la situation de l'Irak, à l'issue d'un an d'occupation ?

Boutros Boutros-Ghali : J'ai prononcé une déclaration au moment de l'intervention : j'ai dit qu'elle était illégale et qu'elle était en contradiction avec la Charte de l'ONU, parce qu'elle n'avait pas l'aval du Conseil de sécurité. Je pense que les troupes américaines et alliées devraient quitter l'Irak le plutôt possible et laisser à l'Irak le soin de trouver une solution à ses problèmes internes.

La Conférence internationale de Charm el-Cheik sur l'Irak débouchera-t-elle sur des résultats tangibles ?

Boutros Boutros-Ghali : Je ne peux pas répondre à votre question. J'espère que toute conférence internationale est en soi un progrès et laisse entendre que nous revenons, directement ou indirectement, au multilatéralisme pour penser et trouver des solutions au drame irakien.

Pourquoi les États-Unis refusent-ils d'accorder un rôle majeur à l'ONU, en Irak ?

Boutros Boutros-Ghali : C'est un refus qui a lieu pour le moment et on ne sait pas encore qu'est-ce qui va se passer dans les prochains mois.

Ne croyez-vous pas que l'offensive américano-britannique contre l'Irak a augmenté le danger du terrorisme ?

Boutros Boutros-Ghali : Je suis d'accord avec vous : le terrorisme a pour berceau les confrontations militaires. C'est à travers une guerre que le terrorisme peut s'épanouir, puisque les terroristes pourront s'entraîner, obtenir des armes et trouver des raisons de mobiliser. Donc, les guerres facilitent le terrorisme.

Où est la démocratie au nom de laquelle les États-Unis ont lancé une guerre contre l'Irak ?

Boutros Boutros-Ghali : Je pense que ceci ne correspond pas à la réalité. Chaque peuple doit, lui-même, choisir sa propre démocratie. La démocratie ne s'exporte pas comme un produit. Elle doit naître d'une évolution qui est particulière à chaque nation et qui tient compte de ses traditions.

Quel est votre avis sur le projet américain de « Grand Moyen-Orient » ?

Boutros Boutros-Ghali : J'ai donné des conférences sur ce sujet. Je pense que le projet américain de « Grand Moyen-Orient » n'est pas dans l'intérêt du monde. Je pense, surtout, au monde arabe dans la mesure où il va marginaliser le problème palestinien

Que pensez-vous des pressions exercées par les Américains et les Européennes

contre le programme nucléaire iranien ?

Boutros Boutros-Ghali : Écoutez ! C'est une attitude générale. Vous avez deux poids deux mesures. On exerce une pression contre le programme nucléaire iranien, mais pas contre celui d'Israël. C'est une attitude que vous retrouvez à l'échelle planétaire où il y a deux poids, deux mesures.

Pourquoi cette politique de deux poids deux mesures ?

Boutros Boutros-Ghali : Parce que la politique est basée sur des choix qui n'ont aucun rapport avec la justice, ni avec l'équité.

Propos recueillis par Ahmad Nokhostine, journaliste de la Radio francophone iranienne